



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/50/L.28/Rev.1
15 novembre 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquantième session
PREMIÈRE COMMISSION
Point 72 a) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET
DÉCISIONS ADOPTÉES PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À
SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE

Afrique du Sud, Allemagne, Bélarus, Colombie, Égypte,
Équateur, Iran (République islamique d'), Mongolie,
Nigéria, Pays-Bas, Pologne, Suède et Uruguay : projet
de résolution révisé

Rapport de la Commission du désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport annuel de la Commission du désarmement¹,

Rappelant ses résolutions 47/54 A du 9 décembre 1992, 47/54 G du
8 avril 1993, 48/77 A du 16 décembre 1993 et 49/77 A du 15 décembre 1994,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer
et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de
désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à
l'application des décisions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à sa
dixième session extraordinaire,

1. Prend acte du rapport annuel de la Commission du désarmement;

2. Note avec regret que la Commission du désarmement n'a pu se mettre
d'accord sur des directives et recommandations au titre du point de son ordre du
jour intitulé "Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de
la sécurité internationales, l'objectif étant d'éliminer les armes nucléaires",
ni sur des recommandations au titre du point de son ordre du jour intitulé

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session,
Supplément No 42 (A/50/42).

"Examen de la Déclaration faisant des années 90 la troisième Décennie du désarmement", points dont l'examen a été achevé en 1995;

3. Note que la Commission du désarmement progresse dans l'examen du point de son ordre du jour intitulé "Transferts internationaux d'armes, plus particulièrement dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1991", qui doit être achevé en 1996;

4. Réaffirme qu'il importe de renforcer le dialogue et la coopération entre la Première Commission, la Commission du désarmement et la Conférence du désarmement;

5. Réaffirme également le rôle de la Commission du désarmement en tant qu'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

6. Encourage la Commission du désarmement à continuer de faire tout son possible pour améliorer ses méthodes de travail de façon à pouvoir axer son attention sur un nombre limité de questions prioritaires dans le domaine du désarmement, compte tenu de la décision qu'elle a prise d'adopter pour son ordre du jour un cycle d'examen échelonné portant sur trois points;

7. Prie la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale² et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour, en tenant compte du texte adopté sur les "Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement"³;

8. Recommande que, conformément au cycle d'examen échelonné portant sur trois points qu'elle a adopté, la Commission du désarmement, à sa session d'organisation de 1995, adopte les questions suivantes aux fins d'examen à sa session de fond de 1996 :

a) Transferts internationaux d'armes, plus particulièrement dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale, en date du 6 décembre 1991;

b) [À ajouter]⁴

c) [À ajouter]⁴;

² Résolution S-10/2.

³ A/CN.10/137 du 27 avril 1990.

⁴ La Commission du désarmement décidera à sa session d'organisation de 1995 de la nouvelle question à examiner.

9. Prie la Commission du désarmement de se réunir en 1996 pendant quatre semaines au plus et de lui présenter un rapport de fond à sa cinquante et unième session;

10. Prie le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement⁵, ainsi que tous les documents officiels de la cinquantième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

11. Prie également le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens, y compris les procès-verbaux de séance, nécessaires à cet effet;

12. Prie en outre le Secrétaire général d'établir et de présenter sous forme de note une compilation de tous les principes, directives et recommandations relatifs à des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission du désarmement qui ont été adoptés à l'unanimité par la Commission depuis sa création en 1978;

13. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante et unième session la question intitulée "Rapport de la Commission du désarmement".

⁵ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 27 (A/50/27).